

Agricultures bretonnes 2040 – Quelles transitions des exploitations laitières bretonnes ?

FAVE C. (1), MARGUET M. (1), BODIN T. (1), TIRARD S. (1), DEZAT E. (1), LE GOFF H. (1), QUENARD C. (1), QUERE L. (1), LIGNEAU L. (1), GORIUS H. (1), LAMOUR G. (1), HAYE A. (1), DEBETHUNE N. (1).

(1) Chambre d'agriculture de Bretagne, ZAC Atalante-Champeaux CS 74223 35042 RENNES cédex

RESUME

De nombreuses études prospectives portent sur l'avenir de l'agriculture, mais elles sont rarement appropriées par le monde agricole alors qu'elles soulèvent des questionnements et des remises en cause potentielles pour l'agriculture et l'agroalimentaire. Pilotée par les élus et collaborateurs de la Chambre d'agriculture de Bretagne, l'étude *Agricultures bretonnes 2040* a pour objectif d'explorer les futurs possibles pour les filières agricoles bretonnes à l'horizon 2040. En premier lieu, des diagnostics de filière ont été réalisés, puis les variables d'influence sur l'avenir de l'agriculture bretonne ont été identifiées et analysées. Cinq scénarios prospectifs ont été construits.

Concernant la production laitière, le diagnostic a montré qu'avec la suppression des quotas, la filière lait bretonne a d'abord suivi une stratégie de croissance des volumes avant d'opérer un déploiement vers des démarches de segmentation pour une partie de la production. Des investissements lourds dans les élevages et dans les outils de transformation ont permis un développement de la production. Les élevages se sont agrandis, la productivité du travail a augmenté sans que cela ne se traduise par une meilleure rémunération. Pour l'avenir se posent en un premier lieu les questions du renouvellement des générations, mais aussi des modèles de production et de leur rentabilité, et enfin de l'évolution des pratiques.

Cinq scénarios ont été construits, après l'identification de 24 variables d'influence majeures pour l'agriculture bretonne, facteurs de changement ou d'inertie du secteur. Le scénario tendanciel décrit une agriculture bretonne aux marges de manœuvres limitées ; les règles environnementales et le non-renouvellement des actifs entraînent un déclin de l'élevage. Dans le scénario alternatif, la recherche d'une orientation vers la neutralité carbone conditionne la production, sans déprise imposée de l'élevage. Les déterminants des trois autres scénarios sont un pilotage par les territoires, une agriculture productive dans un monde où la priorité est donnée à l'économie ou une agriculture plus végétale.

Selon les scénarios proposés, la production laitière serait plus ou moins impactée. Dans le scénario qui examine une orientation de l'agriculture bretonne vers la neutralité carbone, la production laitière joue un rôle important en mettant en œuvre des systèmes de production en conduite bas carbone, valorisant des surfaces en herbe, puits de carbone. Le chiffrage de ces modèles de production a permis d'évaluer l'évolution des volumes laitiers envisageable en 2040 dans une orientation bas carbone.

Agriculture in Brittany in 2040 – What transitions in dairy farms ?

FAVE C. (1), MARGUET M. (1), BODIN T. (1), TIRARD S. (1), DEZAT E. (1), LE GOFF H. (1), QUENARD C. (1), QUERE L. (1), LIGNEAU L. (1), GORIUS H. (1), LAMOUR G. (1), HAYE A. (1), DEBETHUNE N. (1).

(1) Chambre d'agriculture de Bretagne, ZAC Atalante-Champeaux CS 74223 35042 RENNES cédex

SUMMARY

Many prospective studies deal with the future of agriculture, but they are rarely taken up by the agricultural sector, even though they raise questions and potential challenges for agriculture and the agri-food industry. Led by the elected representatives and staff of the Chamber of Agriculture of Brittany, the objective of this study is to explore the possible futures for Brittany agriculture by 2040. Firstly, assessments by sector were carried out, then the variables of influence on the future of agriculture were identified and analysed. Five prospective scenarios were drawn up. Regarding milk production, the assessment showed that with the end of quotas, the Brittany milk sector initially followed a strategy of volume growth before moving towards segmentation for part of the production. Heavy investments on farms and processing tools have enabled a development of milk production. Farms have grown in size, and labour productivity has increased, without this being reflected in better remuneration. For the future, the first issue is the renewal of generations, but also production models and their profitability, and finally the evolution of practices. Five scenarios were drawn up, after identifying 24 major influencing variables for agriculture in Brittany, factors of change or inertia in the sector. The trend scenario describes a Brittany agriculture with limited room for manoeuvre; environmental regulations and the non-renewal of farmers lead to a decline in livestock farming. In the alternative scenario, the quest for carbon neutrality set conditions on production, but no decline on livestock farming is being imposed upon farmers. The main drivers of the three other scenarios are territorial management, productive agriculture in a world where priority is given to the economy, or more plant-based agriculture.

Depending on the scenarios proposed, milk production would be more or less affected. In the scenario that examines the orientation of agriculture towards carbon neutrality, dairy production plays an important role by implementing low-carbon production systems that make use of grassland, a carbon sink. The quantification of these production models has made it possible to evaluate the evolution of dairy volumes that could be envisaged in 2040 in a low-carbon orientation.

INTRODUCTION

La décision de mener une étude prospective portant sur toutes les filières agricoles bretonnes fait suite à plusieurs constats. Tout d'abord de nombreuses incertitudes pèsent sur l'avenir des productions, qu'elles soient internes (attractivité des métiers, appropriation de nouvelles technologies...) ou externes (attentes sociétales, politiques des territoires...). Ensuite, l'avenir de l'agriculture est exploré dans de nombreuses études, sans que les acteurs du monde agricole et agroalimentaire ne soient parties prenantes alors même que les questionnements peuvent remettre en cause leurs activités.

C'est ainsi que les responsables professionnels des Chambres d'agriculture de Bretagne ont fait part de leur besoin d'une réflexion construite avec les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires, qui intègre la complexité et la diversité des enjeux et permette de se projeter sur le long terme.

1. MATERIEL ET METHODES

La prospective est une démarche visant à explorer les futurs possibles afin d'identifier les enjeux de demain, et ainsi éclairer les décisions à prendre.

Le choix a été fait de ne pas se fixer d'obligation de résultats environnementaux, économiques ou sociaux.

L'étude a été menée par un groupe de travail technique coordonné par le service économie-emploi de la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne, avec une implication forte des élus professionnels.

La démarche s'est décomposée en quatre grandes étapes :

La construction de diagnostics par filière, basée sur des éléments bibliographiques et des entretiens. Ils ont été complétés par des diagnostics d'approfondissement, notamment auprès d'acteurs des territoires.

L'identification des variables d'influence et la rédaction de dossiers prospectifs pour chacune d'entre elles.

La construction et la rédaction de cinq scénarios.

La réalisation de **diagnostics d'impact** : chiffrage macro-économique, bilan carbone, entretiens auprès des acteurs de l'agroalimentaire pour recueillir leurs éclairages quantitatifs, voire qualitatifs, sur les impacts des scénarios.

2. RESULTATS

2.1. LE DIAGNOSTIC DE LA FILIERE LAIT

Le diagnostic de filière a été réalisé à partir de 13 entretiens et d'éléments de bibliographie. Puis, des interviews avec des acteurs de l'industrie laitière bretonne ont permis de conforter ce travail.

Le passé

La suppression des quotas laitiers a été reconnue comme le fait majeur de ces vingt dernières années.

En termes de volumes de production, la suppression des quotas ne s'est pas traduite par une rupture. En Bretagne, elle a conduit à une augmentation progressive de la production laitière. La collecte a progressé de 10 % entre 2010 et 2019, une évolution légèrement supérieure à la tendance nationale (+8 % sur la même période) (Produire du lait demain, 2021). A la régulation publique des volumes s'est substituée une forme de régulation privée pilotée par les transformateurs laitiers. C'est peut-être là la principale évolution liée à la suppression des quotas : une logique économique s'est peu à peu imposée dans la filière, avec l'objectif que chaque litre produit réponde à un marché.

L'augmentation de la production bretonne a été permise par un agrandissement des élevages. Entre 2010 et 2019, plus

d'un quart des élevages laitiers ont disparu. En Bretagne, la croissance de la collecte a reposé pour l'essentiel sur celle du cheptel. Entre 2010 et 2019, les effectifs de vaches laitières augmentent de 30 600 en Bretagne. La dimension des élevages a donc progressé. En 2019, ils comptent en moyenne 23 vaches laitières de plus qu'en 2010. Le volume moyen livré à l'industrie croît lui aussi. En 2018, un élevage breton livre plus de 500 000 litres de lait en moyenne, contre moins de 350 000 litres en 2010. Depuis fin 2018, les effectifs bretons de vaches laitières connaissent une lente diminution : cette tendance semble se confirmer au fil des mois.

En parallèle, une intensification de la production s'observe. La fin des quotas a permis de lever la contrainte du lien au foncier, c'est-à-dire l'obligation de reprendre des terres pour produire davantage de lait, qui a souvent conduit à morceler les parcellaires d'exploitations. Entre 2008 et 2018, le volume de lait livré par UTH a progressé de 80 000 litres. Sur la décennie précédente la hausse avait avoisiné 50 000 litres (d'après les données Cerfrance Bretagne).

Le nombre d'élevages bretons diminue constamment, sans que les diverses mesures d'accompagnement de l'installation ne permettent d'inverser la tendance ou d'assurer le renouvellement des actifs. En 2018, plus d'un tiers des chefs d'exploitation ont plus de 55 ans au sein des élevages laitiers spécialisés identifiés par la MSA. A minima, plus de 3 800 personnes partiront prochainement à la retraite. Or depuis 2010, en moyenne seuls 260 jeunes s'installent chaque année en élevage laitier dans le cadre d'une installation aidée. En Bretagne, le recul apparaît plus marqué dans certains territoires (sud du Finistère, Morbihan notamment).

Le revenu des éleveurs laitiers bretons reste irrégulier et en moyenne faible comparé au revenu moyen obtenu dans d'autres bassins laitiers européens (Irlande, Pays Bas).

La montée en puissance des attentes sociétales (bien-être animal, utilisation des produits phytosanitaires, sans OGM, pâturage, empreinte carbone, économie d'énergie, eau...) est une évolution jugée comme majeure. Non spécifique du secteur laitier, elle s'est traduite notamment par la mise en place de démarches segmentées, plus ou moins pérennes, dont la filière bretonne a pu profiter.

Les transformateurs bretons ont investi dans leurs capacités de production, notamment de poudre, de fromage, de beurre et de crème. Ces investissements se sont inscrits dans une stratégie de croissance du débouché export, en volume comme en valeur. Au cours des dix dernières années, les exportations ont beaucoup fluctué en valeur (Revue de l'observatoire de l'IAA en Bretagne, 2018). A noter, en 2019 le grand export représente 47 % des exportations bretonnes (contre 35 % en 2003). Les investissements industriels ont aussi été réalisés dans l'optique d'améliorer la valeur des produits laitiers, ainsi que dans l'objectif d'améliorer la performance industrielle et commerciale (modernisation des outils, amélioration de la chaîne d'approvisionnement et création de plateformes logistiques, réduction de l'empreinte carbone et amélioration de l'autonomie ainsi que de la gestion de l'eau).

Les tendances pour l'avenir

La diminution du nombre d'élevages laitiers pourrait être une rupture à l'avenir : le non-renouvellement des générations va marquer les élevages, en lien avec les multiples départs à la retraite attendus ainsi qu'avec la difficulté à transmettre les élevages compte tenu du manque d'attractivité du métier et du revenu et du poids des capitaux à transmettre. Plusieurs des entretiens réalisés révèlent qu'une baisse de la production laitière bretonne est envisageable dans les années à venir. Les élevages vont continuer de croître tout en cherchant la spécialisation pour maintenir une bonne productivité. Entre automatisation-robotisation et embauche de salariés, les jeunes générations feront des choix pour répondre à un meilleur équilibre vie professionnelle-vie familiale. Le salariat

continuera de se développer mais il y aura des difficultés persistantes à l'avenir pour recruter et rémunérer ces actifs. En parallèle des difficultés de gestion de la charge travail, si le revenu de ces modèles économiques n'était pas au rendez-vous, cette nouvelle génération sera davantage prête à arrêter la production laitière en cours de carrière.

Les inquiétudes sur l'attractivité et le recrutement se manifestent aussi chez les transformateurs de l'industrie laitière.

L'adaptation aux attentes sociétales (bien-être animal, naturalité, pâturage, bilan carbone, antibio, phyto, sans OGM, origine locale...), dans un contexte de baisse de la consommation de produits laitiers qui devrait se poursuivre, est le deuxième sujet mis en avant et orientera les modes de production dans les élevages comme dans les usines. L'équilibre économique sera difficile à trouver alors que l'exigence de compétitivité, de maîtrise des coûts et des ressources va perdurer et se renforcer notamment à court terme suite à la crise du coronavirus.

Le développement de l'autonomie (fourragère, protéique) des élevages est lui-aussi cité comme un point clef. L'objectif de 100 % d'autonomie pourrait progressivement orienter les élevages laitiers, et la hiérarchisation des démarches de segmentation pourrait être bousculée, avec un cahier des charges standard plus exigeant qu'actuellement. Le bio pourrait renforcer encore sa place, à côté d'autres cahiers des charges (HVE ?).

Concernant le changement climatique, la région Bretagne est considérée comme relativement bien positionnée par rapport à d'autres régions même si elle connaît elle-aussi de plus en plus de pics de chaleur et d'épisodes de sécheresse. L'adaptation du système fourrager sera nécessaire. Des dispositifs de paiements pour services environnementaux pourraient être généralisés autour du stockage du carbone.

2.2 FACTEURS D'INFLUENCES

Le groupe de travail a identifié vingt-quatre facteurs d'influences pour l'ensemble des filières à horizon 2040. Ils ont été regroupés en huit familles.

Entreprises agricoles et ressources humaines : ressources humaines, modèles économiques, accompagnement (recherche, conseil, formation).

Techniques et productions agricoles : technologies (numérisation, robotisation big data), intrants et pratiques, productions non alimentaires.

Changement climatique et ressources : changement climatique, énergies, le temps, ressources naturelles.

Politiques publiques : politiques agricoles, politiques non agricoles, gouvernance locale.

International : marchés agricoles mondiaux, mondialisation et accords commerciaux.

Territoires : accès à l'eau, géographie agricole et agroalimentaire, population bretonne.

Consommateurs citoyens : implication citoyenne, attentes des consommateurs, rapport au prix.

Marchés et filières : modes de distribution, organisation de filière et relations, segmentation.

Pour chacun des facteurs, un dossier prospectif a été rédigé. Chacune des variables y a été analysée en profondeur, sa rétrospective a été décrite, les dynamiques actuelles et trois à quatre hypothèses d'avenir y ont été identifiées (tendancielle, alternative, de rupture).

C'est ce qui a constitué le squelette pour la construction des scénarios, qui se sont basés sur une combinaison des hypothèses de ces vingt-quatre facteurs d'influence.

2.3 LES SCÉNARIOS

Avant de présenter les scénarios, un préambule est nécessaire concernant la prise en compte du changement climatique.

Les modèles actuels nous disent qu'à l'horizon 2050, les évolutions du climat sont déjà connues. Les actions menées n'auraient donc d'impacts significatifs qu'au-delà de 2050. D'ici 2040, les tendances se seront poursuivies en Bretagne : élévation des températures surtout l'été et au printemps, augmentation de la variabilité climatique et du risque de survenue des températures extrêmes, déficit hydrique qui se creuse l'été.

Scénario 1 – Une agriculture bretonne en mode résistance

Ce scénario est notre scénario tendanciel.

En 2040, l'agriculture bretonne est sous contrainte avec deux moteurs principaux : le non-renouvellement des actifs et un durcissement des réglementations environnementales. La demande et les marchés mondiaux sont moins dynamiques, avec un ralentissement de la croissance démographique notamment. En vingt ans les règles environnementales se sont durcies en Europe, pénalisant la compétitivité des filières. Sous l'effet de la pression du prix, les filières alimentaires européennes se repositionnent sur le marché intérieur. La contrainte du prix d'achat reste forte pour le consommateur, ce qui ouvre la voie aux importations ; la grande distribution et la restauration orientent les filières. En Bretagne, on observe une dualisation de l'agriculture, notamment en réponse à une problématique de manque d'actifs, avec de petites exploitations positionnées sur des démarches de valeur ajoutées, à côté d'exploitations de taille plus importante. Certaines opportunités, telles que le développement significatif des productions énergétiques, échappent aux agriculteurs.

Ce scénario est celui d'une certaine lassitude, d'un laisser-faire et d'opportunités saisies par d'autres. C'est également celui d'une adaptation lucide des agriculteurs aux réalités des marchés.

Scénario 2 – L'agriculture vise la neutralité carbone

En 2040, les productions se relocalisent en Europe. La sensibilité au dérèglement climatique est grandissante. Des réglementations européennes intégrant d'avantage les enjeux climatiques, environnementaux et la biodiversité ont été mises en place. La demande alimentaire évolue, ajoutant des préoccupations autour de la santé. La consommation évolue avec moins de protéines animales et plus de protéagineux.

La Bretagne assume sa vocation d'élevage et s'affirme comme un bassin de production bas carbone ; la sylviculture est redynamisée.

La survenue de ce scénario serait favorisée par l'application d'une taxation carbone sur les énergies fossiles et par des effets visibles par les citoyens du dérèglement climatique. A l'inverse, une hausse trop forte sur le prix de l'alimentation et des oppositions à une agriculture technologique et productive seraient des freins.

Scénario 3 – Une agriculture bretonne territorialisée

En 2040 des systèmes alimentaires plus locaux sont observés partout dans le monde. Avec la fin de l'expansion du libre-échange, les territoires deviennent une valeur refuge. La politique agricole française axée sur la souveraineté de l'alimentation se décline dans les territoires, avec en Bretagne une priorité donnée à l'accès de tous à une offre alimentaire locale de qualité.

Les filières bretonnes se désinvestissent du marché mondial. Les métiers de l'agriculture retrouvent une attractivité. Le nombre d'élevages diminue, les structures sont plus diversifiées, les entreprises agricoles restent de taille moyenne. La transformation agroalimentaire réduit ses activités.

Ce scénario n'est pas celui d'une autarcie, la Bretagne reste connectée au reste de la France et exporte encore, mais sur de plus petits volumes. Sa mise en œuvre exige un engagement politique et financier fort des pouvoirs publics.

Scénario 4 – Priorité à l'économie

L'agriculture et l'agroalimentaire sont devenus des leviers importants de la croissance économique nationale. Durant la décennie 2020, la France est plongée dans une grave crise économique. La France reprend en main la politique agricole, la région Bretagne et les collectivités accompagnent ce mouvement. L'objectif est la productivité, en faisant notamment le pari des technologies. La vocation d'élevage est confirmée pour la Bretagne. Les filières renforcent leurs parts de marché à l'international. Les exploitations agricoles et les industries agro-alimentaires sont métamorphosées, tant au niveau des investissements, que des capitaux qui ne sont plus détenus par les exploitants eux-mêmes. L'intégration se développe dans les filières hors volailles.

La survenue de ce scénario est favorisée par une baisse du prix des technologies et un choix politique de favoriser la production.

Scénario 5 – Une agriculture bretonne plus végétale

Les politiques publiques donnent priorité au climat et à l'environnement. La demande en protéines animales recule entraînant un repli de l'élevage breton, et une augmentation des productions végétales. Le nombre d'actifs agricoles régresse, les jeunes générations aspirent à maîtriser leur temps (y compris les agriculteurs eux-mêmes). Les surfaces libérées sont consacrées aux grandes cultures, aux productions biosourcées, à la production d'énergie et à la sylviculture.

Les modèles économiques sont diversifiés avec de grandes exploitations (automatisation, grands volumes) qui cohabitent avec des entreprises de taille plus modeste. Ce scénario pose question sur l'impact pour la Bretagne en termes de paysages, de durabilité des systèmes et de maintien des équilibres agronomiques compte tenu d'une disponibilité plus faible en matière organique, ainsi que de localisation de la première transformation.

2.4 LE DIAGNOSTIC D'IMPACT : LA PRODUCTION LAITIÈRE EN 2040

Le scénario qui a fait l'objet d'une analyse d'impact poussée est le scénario climat : « L'agriculture vise la neutralité carbone ». Dans ce scénario, il est bon de rappeler que la Bretagne assume sa vocation d'élevage. La ferme bretonne mobilise sa capacité à produire des animaux (lait, viande, porc et volaille) en faisant évoluer ses systèmes de production vers plus d'autonomie protéique, en développant une forêt plus productive et en maintenant des surfaces de prairies. Seuls les ruminants sont à même de valoriser ces surfaces herbagères. Aussi, les systèmes laitiers étudiés ont intégré la valorisation des 600 000 ha de prairies permanentes et temporaires qui resteraient en Bretagne en 2040 pour répondre à un objectif « bas carbone ».

En nous appuyant sur les essais conduits depuis 2018, sur la station expérimentale de Trévarez, pour une ferme laitière « bas carbone », nous avons pu construire un système de production qui actionne des leviers d'autonomie réduisant d'au moins 20 % l'empreinte carbone du lait (Trévarez bas carbone, 2022). Pour le système laitier conventionnel, les transitions vers ce mode de production sont importantes. Elles conduisent à modifier de façon considérable la part de maïs dans la surface fourragère pour une plus grande valorisation de l'herbe pâturée. La part de maïs dans la surface fourragère passe de 42 % à 30 % - tableau 1. Les quantités de concentrés sont ajustées au strict besoin d'une production de 7 500 litres de lait par vache. Pour limiter le nombre d'animaux improductifs, le renouvellement du troupeau est fixé à 25 % – tableau 2. En conventionnel en 2040, ce système de production conduit à produire 650 000 litres de lait avec 95 vaches laitières sur 112 ha SAU – tableau 2. Des animaux croisés viande issus du troupeau laitier valorisent des surfaces de prairies. Cette

exploitation laitière bretonne « bas carbone » valorise toutes les ressources disponibles et limite ses émissions de Gaz à effet de Serre (G.E.S), d'au moins 20%.

Pour le système en Agriculture Biologique, les systèmes fourragers actuels à 10 % de maïs SFP et très pâturants (50 ares par vache) peuvent se maintenir. Ce sont des systèmes très autonomes. Il faut cependant, être plus rigoureux sur le taux de renouvellement (25 %) et limiter le nombre de veaux issus de croisement, plus petit gabarit, en allongeant les lactations. En 2040, l'exploitation laitière bretonne en agriculture biologique produit 400 000 l avec 80 vaches sur 88 ha SAU, tableau 3.

Critères techniques	2020 Conventionnel Cerfrance Bretagne	2040 Système bas carbone
% de maïs SFP	42 %	30 %
Renouvellement	32 %	25 %
Lait produit par vache	7 500	7 500

Tableau 1 Critères techniques du système laitier Bas carbone en 2040.

Structure d'exploitation lait	2020 Conventionnel Cerfrance Bretagne	2040 Système bas carbone
Production de lait	560 000 l	650 000 l
Nombre de vaches	75 VL	95 vaches
SAU	86 ha	112 ha
Main d'œuvre	1,8 UTH	1,9 UTH

Tableau 2 Caractéristiques de l'exploitation laitière bretonne « bas carbone »

Structure d'exploitation lait	2020 - AB Cerfrance Bretagne	2040 – AB Sc. Climat
Production de lait	340 000 l	400 000 l
Nombre de vaches	68 vaches	80 vaches
SAU	86 ha	88 ha
Main d'œuvre	1,95 UTH	2 UTH

Tableau 3 Caractéristiques de l'exploitation laitière bretonne en agriculture biologique.

Les systèmes laitiers ainsi définis en agriculture biologique comme en conventionnel s'inscrivent dans les modes de production du scénario climat. L'empreinte carbone est abaissée, les pratiques agronomiques limitent les fuites d'azote et l'efficacité économique et sociale de ces systèmes est garantie. Ces systèmes de production, bien qu'attractifs, ne permettent pas d'atténuer la diminution du nombre d'élevages laitiers en Bretagne liée au non-renouvellement des générations. En 2040, le chiffrage de l'impact de ce scénario conduit à 6 000 exploitations laitières dont 1 500 en agriculture biologique, tableau 4. La Bretagne enregistre une baisse de 40 % du nombre d'exploitations. Le cheptel de vaches laitières diminue de 27 % par rapport à 2020. Le volume de la production laitière tombe à 3,6 milliards de litres soit une baisse de 35 % des volumes de lait par rapport à aujourd'hui. Cependant, la production laitière en agriculture biologique voit ses volumes doubler : 620 000 millions de litres de lait seraient produits sur 135 000 ha de SAU en 2040.

Données chiffrées	2020	2040	Tendance
Nombre d'exploitations	10 000	6 000	-40%
Nombre de vaches	750 000	550 000	-27%
Volume de lait en Bretagne	5,2 milliards de litres	3,6 milliards de litres	-30%

Tableau 4 La production laitière en 2040 dans le scénario « neutralité carbone »

3. DISCUSSION

En 2040, la ferme laitière bretonne valorise moins de surfaces fourragères qu'en 2020. Même si les modes de production « ferme laitière bas carbone » et agriculture biologique répondent aux exigences d'un scénario « climat », le nombre d'exploitations laitières en forte baisse, liée au facteur limitant de la main d'œuvre, n'utilise pas toutes les surfaces allouées en prairies. Sur les 600 000 ha de prairies destinées aux bovins dans le scénario « climat », les systèmes laitiers et bovins allaitants bretons, eux-mêmes en régression, utilisent 525 000 ha de prairies naturelles et temporaires. Le retrait des productions fourragères profite aux grandes cultures pour plus d'autonomie globale de la Bretagne pour l'ensemble de ses productions animales, pour une diversification des productions végétales vers l'alimentation humaine ou la production de biomatériaux.

Les systèmes de production chiffrés dans ce scénario s'appuient sur des systèmes fourragers pâturants (35 ares par vache) à très pâturants (50 ares par vaches). Leur mise en œuvre ne sera possible qu'avec une nette amélioration de l'assise foncière de l'exploitation laitière par rapport à aujourd'hui. Des parcellaires plus structurants pourront être construits avec le départ en retraite des producteurs de ces prochaines années, dans la mesure où les politiques foncières y contribueront.

Ces systèmes de production « bas carbone » et en agriculture biologique sont plus autonomes. Ce sont des conduites techniques qui nécessitent plus de rigueur : recherche de l'efficacité de la ration alimentaire, allier productivité fourragère et diminution des intrants, limitation du nombre d'animaux improductifs (âge au vêlage, taux de renouvellement). C'est une réelle transition des modes de production en moyenne pour les élevages laitiers bretons.

Les scénarios de l'étude agricultures bretonnes 2040 ont été présentés aux transformateurs laitiers bretons, privés comme coopératifs, lors d'une séquence de travail collective organisée en septembre 2021 complétée d'un entretien complémentaire réalisé en janvier 2022 (12 interlocuteurs avec une représentation de tous les transformateurs actifs en Bretagne, à l'exception de Terres de l'ouest). Selon eux, la trajectoire tendancielle décrite dans le scénario « agriculture en mode résistance », qu'ils jugent plausible, se traduirait en 2040 par des volumes de production en recul de 20 à 30 % d'ici 2040, sous l'effet du non-renouvellement des générations encore plus que du fait du durcissement des règles environnementales (ce qui constitue le 2^e moteur du scénario). En ce qui concerne le scénario « climat », leur évaluation est que la baisse de production pourrait avoisiner 30 % et interviendrait avec davantage de brutalité que dans le cadre du scénario tendanciel. Ils estiment néanmoins qu'un tel scénario pourrait aussi se traduire par le développement d'élevages très innovants, productifs et bas-carbone, avec « des vaches laitières à 12 000 litres » au côté d'élevages plus classiques, en parallèle de la disparition d'un grand nombre d'élevages.

CONCLUSION

D'ici 2040, dans le scénario « neutralité carbone », la production laitière bretonne baisse de 35%. Lors d'enquêtes réalisées auprès d'entreprises agro-alimentaires, les transformateurs du secteur laitier breton ont évoqué une diminution de la production pouvant atteindre 30 % d'ici 2040. Cette baisse est partagée par l'ensemble des acteurs de la filière lait. Comme dans la production, le secteur de la transformation est touché par le manque de main d'œuvre.

En 2040, il sera le 1^{er} facteur limitant les productions animales en Bretagne.

Pour limiter l'empreinte carbone des systèmes bovins, les systèmes laitiers bretons devront s'orienter vers des modes de production « bas carbone » ou agriculture biologique. Ces transitions importantes par rapport à aujourd'hui nécessitent d'être accompagnés par des politiques d'aides publiques (PAC, MAEC herbivore de la nouvelle programmation 2023-2027, PSE autonomie protéique, PSE bon bilan carbone). Mais ce sera aussi la restructuration des parcellaires d'exploitations laitières qui facilitera la mise en place de ces nouveaux systèmes de production.

Marguet M., 2018

La revue de l'observatoire des IAA de Bretagne, 23

Marguet M., Follet D., 2021

50 ans Trévarez - Produire du lait demain, 18-19

Maria Kirova, Francesco Montanari, Ines Ferreira, Monica Pesce, Jose Diogo Albuquerque,

Consuelo Montfort, Rik Neiryck, Juan Moroni., 2019.

Megatrends in the agri-food sector: global overview and possible policy response from an EU perspective, 86 p

Tranvoiz E., Sylvain F., 2022

Trévarez bas carbone, c'est possible, TERRA n°833, 19-21